



HAL
open science

Edouard Vaillant dans le Cher (et à Paris), expériences sociopolitiques et premiers enracinements

Michel Pigenet

► **To cite this version:**

Michel Pigenet. Edouard Vaillant dans le Cher (et à Paris), expériences sociopolitiques et premiers enracinements. Claude Pennetier; Jean-Louis Robert. Edouard Vaillant (1840-1915), de la Commune à l'Internationale, L'Harmattan, 2016, 978-2-343-09768-8. hal-03748628

HAL Id: hal-03748628

<https://hal.science/hal-03748628>

Submitted on 9 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Edouard Vaillant dans le Cher (et à Paris), expériences sociopolitiques et premiers enracinements.

Michel Pigenet, professeur d'histoire contemporaine, Université Paris 1, Centre d'histoire sociale du XXe siècle

Le vote, le 11 juillet 1880, de la loi d'amnistie totale des communards permet le retour des exilés. Le 15, Edouard Vaillant espère être en France vers la fin août¹. Mais tout s'accélère. Douze jours plus tard, en réponse à une « lettre collective » d'amis vierzonnais avec lesquels il entretient une correspondance à base de pseudonymes, d'initiales et de mots codés, il confirme sa prochaine arrivée et son installation dans le département du Cher après un court séjour à Paris². Début août, le bouche-à-oreille suffit pour provoquer un attroupement autour de la gare de Vierzon. Bien peu, parmi les présents, connaissent l'ancien exilé autrement que de réputation. Tel est le cas du jeune porcelainier qui, parti à sa rencontre à Salbris, se fie pour l'aborder au signe de reconnaissance convenu : une feuille de lierre fixée au chapeau de Vaillant³. A cette date, plus que l'homme encore mince et à la chevelure abondante qu'elle découvre, c'est le symbole qu'acclame la foule aux cris de « Vive la République ! Vive la Commune ! ».

Vierzonnais d'origine, Edouard Vaillant a quitté très jeune⁴ la cité industrielle où sa mère est revenue vivre dans la maison familiale après un long séjour outre-Manche⁵. Hormis les périodes de vacances, passées plus souvent à Salbris (Loir-et-Cher), où son père possède une forge, et en Touraine, il n'a guère eu l'occasion de remettre les pieds dans le Cher. C'est là, pourtant, qu'il choisit de militer. Quels qu'en soient les motifs immédiats, la décision procède aussi d'une stratégie politique.

1880 : Edouard Vaillant au défi de l'enracinement

Un révolutionnaire en quête de territoire

A 40 ans en 1880, Edouard Vaillant est un homme fait⁶ qu'une trop longue proscription imposée après des années d'études prolongées à l'étranger a coupé de ses racines. Dans son cas, cette fragilité n'est pas synonyme de précarité sociale. Outre l'appui inconditionnel d'une mère aimante et fortunée, l'ancien communard a su valoriser sa formation scientifique et médicale pour tisser d'utiles liens dans la société londonienne, ressources dont il a fait bénéficier ses compatriotes moins chanceux.

Cette condition relativement privilégiée se double d'une exceptionnelle expérience politique et intellectuelle. A Paris, il a fréquenté Proudhon et Blanqui, ainsi que Felix Pyat, homme de lettres, ancien commissaire de la République à Bourges en 1848 et principale figure de l'extrême-gauche berrichonne sous la Seconde République. A Londres, ensuite, il côtoie Marx, qui le reçoit à son domicile et le propulse au Conseil général de l'Association internationale des travailleurs (AIT). Si le devenir de cette dernière provoque un sérieux désaccord en 1872, le refroidissement ne va pas jusqu'à

¹ Lettre du 15 juillet 1880. Institut français d'histoire sociale (IFHS), Fonds Eudes, 14 AS 99 bis.

² Lettre du 27 juillet 1880. Idem.

³ H. Laudier, « A la mémoire d'Edouard Vaillant », *La vie socialiste*, 23/12/1933. L'auteur avance la date du 8 avril, erreur que réitère M. Dommanget, *Edouard Vaillant, un grand socialiste, 1840-1915*, Paris, La Table Ronde, 1956, p. 67. On soupçonne une coquille à la faveur de laquelle août serait devenu avril, à moins que le mode de datation anglais ait amené à inverser le mois et le jour.

⁴ A deux ans, en 1842.

⁵ Le père, Michel, notaire et homme d'affaires ouvertement hostile aux idées d'Edouard, est décédé à Vierzon, quelques mois plus tôt, le 1^{er} janvier 1880.

⁶ Depuis quelques années, il vit avec une autre exilée, Fanny Matty (1838-1921), ancienne couturière, de deux ans son aînée, qui lui a donné un fils, Jacques, né à Londres en 1875.

la rupture définitive. Entretemps, surtout, la Commune de Paris, vécue au sommet de l'institution, l'a sorti de l'anonymat. Epreuve décisive et fondatrice, l'éphémère révolution politique et sociale a révélé, à l'aube de la trentaine, la stature d'homme d'action et de dirigeant de Vaillant. Elle ne cessera plus d'alimenter sa réflexion et de guider sa conduite, dont l'exil restreint le périmètre. Membre, avec Eudes et Granger, du « comité des trois » de la « Commune révolutionnaire » créée en 1873 par les blanquistes, il rédige les brochures-pamphlets qui, à destination du continent, ont une diffusion confidentielle.

Dense et mouvementé, le passé de l'amnistié dessine le profil d'un militant d'envergure, sinon d'un professionnel, de la révolution. Reprendre pied dans la France des années 1880 ne va pas de soi. En une décennie, le pays a changé, notamment le mouvement ouvrier parisien. La discontinuité des pratiques et des objectifs, parfois revendiquée, complique la réintégration des ex-communards que la nouvelle génération tient parfois pour de « vieilles barbes »⁷. A la différence d'autres compagnons d'infortune, Vaillant échappe à la difficulté de retrouver une base territoriale et professionnelle. Dans son cas, le problème serait plutôt d'en trouver une. Le scientifique, ingénieur et médecin, ne manque pas d'atouts, mais son *curriculum vitae* trahit les aléas d'un parcours sinueux. Son âge exclut qu'il renoue avec le Quartier latin d'une jeunesse étudiante perdue. Les conditions de son élection, au printemps 1871, dans un 8^e arrondissement déserté⁸ – 2 145 voix, soit 12 % des inscrits – interdisent d'escompter reconquérir ce haut lieu de la bourgeoisie parisienne. En l'absence de perspectives syndicales, l'action révolutionnaire rend indispensable un ancrage populaire, pour l'heure guère envisageable dans la capitale. Reste la province. L'option vierzonnaise, retenue un peu par défaut, se révèle des plus judicieuses.

Vierzon et le Berry, un héritage rouge en déshérence ?

Une terre d'élection ? En 1880, le département du Cher, à la fois rural et industriel, ouvrier aussi, sous toutes les variantes du vocable, possède une tradition rouge bien ancrée⁹. Pour le moment disparate et éclaté, l'héritage vient de loin. Plus précisément de 1849, année où la liste démocrate-socialiste emmenée par Félix Pyat emporte la totalité des six sièges à pourvoir.

Républicaine, égalitaire, anticléricale et ouvriériste, la sensibilité rouge allie radicalisme politique et aspirations sociales. Les répressions qui se succèdent après le succès de 1849 viennent à bout de ses manifestations les plus expressives, mais non de références et d'une symbolique vivaces. Si le silence s'abat sur les anciens fiefs villageois où les sociétés secrètes de 1851 préparaient l'avènement d'une République démocratique et sociale, ses adeptes vierzonnais redressent bientôt la tête, usant du suffrage universel contre les candidats officiels du régime impérial. Dès les élections municipales de 1855, la protestation se cristallise dans le vote en faveur d'Armand Bazile, ancien fonctionnaire des Domaines devenu fabricant de porcelaine et neveu par alliance de Pyat, contraint à l'exil.

Au fil des scrutins, législatifs ou locaux, la tache vierzonnaise grandit. En 1869, Bazile, majoritaire depuis 1857 dans l'agglomération ouvrière, frôle 40 % sur l'ensemble de la circonscription, tandis que l'électorat rouge du sud rural du département sort de son mutisme pour élire Jean Girault, autre candidat démocrate. Un an plus tard, Bazile et ses amis dominent le conseil municipal de Vierzon-Ville, plébiscités par les porcelainiers et réunis dans une association corporative affiliée à l'AIT¹⁰. Proclamé maire à l'annonce de la chute de l'Empire, Bazile ne cache pas ses sympathies envers la

⁷ L. Godineau, « Après la Commune », in M. Pigenet, D. Tartakowsky (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, La Découverte, Paris, 2012, p. 204-206.

⁸ Le 8 février, il figurait sur la liste départementale soutenue par la Chambre fédérale sociétés ouvrières, l'AIT et la délégation des 20 arrondissements, mais n'a obtenu que 49 340 voix, soit 40 000 de moins que Tolain, son colistier, élu en compagnie de Benoit Malon et de Frédéric Cournet.

⁹ M. Pigenet, *Les Ouvriers du Cher (fin 18^e siècle-1914). Travail, espace et conscience sociale*, ICGTHS, Montreuil, Paris, 1990.

¹⁰ Créée en avril 1870, la Société civile de crédit mutuel, de solidarité et de syndicat de la Céramique de Vierzon dispose d'antennes dans les communes porcelainières voisines de Foëcy et Mehun/Yèvre.

Commune, ce qui lui vaudra la prison. Ici comme ailleurs, la défaite des communards contraint les rouges à la discrétion et au rôle de force d'appoint des républicains modérés confrontés aux inclinaisons monarchistes du parti de l'Ordre. Tout change à partir de 1876-1877.

Dans le département du Cher, un comité « communiste » d'inspiration cabétiste réunit déjà une dizaine de personnes à Mareuil, cependant qu'un comité « républicain socialiste » est animé, à Bigny-Vallenay, par Philippe Apied, maréchal-ferrant et ancien membre de l'AIT, de retour en Berry¹¹. En 1878, un proche de Bazile, François Darmet, accède à la mairie de Vierzon-Villages à la tête d'une liste d'« intransigeants »¹². A cette date, encore, le Cercle ouvrier, récemment créé à Bourges et fréquenté par des dizaines de personnes, attire l'attention de la police qui peine à identifier ses différentes composantes « radicales ». L'année suivante, le Cercle délègue son président, Jean Monard, un artisan charron, au congrès ouvrier de Marseille où il soutient la motion collectiviste et la formation d'une Fédération du parti des travailleurs socialistes de France.

Le département du Cher, laboratoire d'une action totale socialiste

Les débuts du CRC : les allers et retours Vierzon-Paris

Dans un courrier d'octobre 1880, Edouard Vaillant confirme son intention de rester à Vierzon¹³. Ce choix n'implique pas la coupure de tout lien avec la capitale, lieu par excellence des révolutions. Outre une correspondance suivie avec ses amis parisiens, qu'il consulte et informe de son activité berrichonne, Vaillant y effectue de fréquents séjours. Ainsi est-il au chevet de l'Enfermé quand celui-ci meurt, le 1^{er} janvier 1881. Rédacteur, aux côtés de Cournet, Granger, Eudes et Goullé, à *Ni Dieu ni Maître*¹⁴, dont il a contribué à fixer le titre¹⁵. Il participe, enfin, à la décision, rendue publique en juin 1881, de transformer le comité constitué pour financer le « monument Blanqui »¹⁶ en organisation politique « devant agir pendant la période électorale »¹⁷ : le Comité révolutionnaire central (CRC).

Très parisienne, sa direction se compose des délégués des arrondissements de la capitale et des localités de banlieue, ainsi que de la rédaction de *Ni Dieu ni Maître*. Le passé et les qualités du militant vierzonnais confortent le rang qu'il occupait dès l'exil. Souvent présenté comme un médiocre orateur, aux « phrases longues et sévères, dépourvues d'images et de poésie », à la « voix basse et monocorde »¹⁸, Vaillant exerce d'abord son influence en petits comités, par exemple à l'occasion des réunions hebdomadaires ou bimensuelles du CRC, où ses conseils et avis sont « très écoutés »¹⁹. Les blanquistes historiques, peu soucieux de la situation en province, du ressort d'une « commission de visite » censée veiller à l'homogénéité du Comité, ne se mêlent pas des initiatives qu'y conduit Vaillant.

La « bande à Vaillant » et l'affirmation du CRC berrichon

¹¹ A. Compère-Morel (dir.), *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière*, t. 3, A. Quillet, Paris, 1912-1921, p. 204-219.

¹² Archives départementale du Cher (ADC), 23 M 152. Depuis la Révolution, l'agglomération s'étend sur deux communes : Vierzon-Ville, au centre, et Vierzon-Villages, celle-ci entourant celle-là.

¹³ Lettre à Eudes, du 10/10/1880. IFHS, Fonds Eudes 14 AS 99bis.

¹⁴ Quotidien du 20/11 au 13/12/1880, il passe à une parution hebdomadaire à compter du 19/12 sans parvenir à redresser sa situation financière pour cesser de paraître le 6/11/1881.

¹⁵ Vaillant suggère ainsi *Un peuple sans dieu ni maître*. Lettre à Eudes, du 2/10/1880. IFHS, Fonds Eudes 14 AS 99bis.

¹⁶ Soit le gisant en bronze confié à Dalou et posé en 1885 sur la tombe de Blanqui au Père-Lachaise.

¹⁷ *Ni Dieu ni Maître* du 26/6/1881.

¹⁸ Selon M. Sembat, cité par G. Lefranc et P. Collart « Marcel Sembat. Pages du journal inédit », *Le Mouvement social*, n° 107, avril-juin 1979, p. 104.

¹⁹ Rapport du 29/7/1885. Archives de la préfecture de police de Paris (AAP) Ba 1515.

De fait, Edouard Vaillant témoigne d'une belle vitalité dans le Cher. Au gré des rencontres, il collecte les noms de possibles sympathisants, dont il fera le tri ultérieurement²⁰. Ce patient travail va de pair avec la tenue de réunions publiques jusque dans les plus modestes villages. Là, selon ses propres dires rapportés par Henri Laudier, les débuts sont difficiles²¹. Les « populations restaient très fermées » et, plus d'une fois, « personne ne soufflant mot », il dût « se nommer président (...) et se donner la parole ». Tel n'est pas le cas à Vierzon et à Bourges, où il dispose de relais.

A Londres, il entretenait déjà une correspondance avec des Vierzonnais dont on ignore l'identité. Les premières actions publiques de 1880 mettent cependant à jour deux réseaux enchevêtrés de sympathisants. Le premier, ouvrier, renvoie à la vieille filière porcelainière par laquelle circulent, depuis les années 1830, entre Paris, Vierzon et Limoges, informations, mots d'ordre et militants. Après quelques années d'éclipse, la « Solidarité céramique », relancée en 1878, achève sa mue syndicale. Le second mène, via Félix Pyat, aux fidèles de son neveu, Armand Bazile. Plus directement politique, mais non moins inscrite dans la tradition rouge vierzonnaise, elle mord sur les classes moyennes.

Au début du mois d'octobre 1880, les obstacles administratifs dressés lors de la préparation d'une conférence signalent l'inquiétude des autorités²². L'ancien communal ne ménage certes pas ses adversaires « opportunistes ». Le 17 du même mois, ses partisans se fondent ainsi parmi les 2 000 Vierzonnais venus assister au compte-rendu de mandat du député modéré de la circonscription²³. Postés aux quatre coins de la salle, ils scandent le nom de leur chef de file, qu'ils imposent à la présidence du bureau de séance, en compagnie de syndiqués de la porcelaine...²⁴ Déstabilisé, le parlementaire sortant peine à présenter son bilan et subit de surcroît le cinglant réquisitoire de Vaillant. La police consigne dorénavant par le menu les faits et gestes des « émissaires » qui « parcourent les fabriques porcelainières »²⁵. Leurs rapports insistent sur la jeunesse²⁶ de la « clique » ou « bande » à Vaillant²⁷. En 1881, le commissaire de Vierzon s'efforce d'identifier les « meneurs » responsables d'incidents survenus un soir de scrutin législatif²⁸. L'élément ouvrier prédomine, travailleurs des métiers en tête – menuisiers, tailleurs, chapelier, charpentier, ébéniste, charron, scieur de long -, suivis de près par les porcelainiers, les agents du Paris-Orléans et les métallurgistes. Au fil des mois, des noms émergent : Voisin, Alexandre Hérand et Emile Schneiderwind, menuisiers, Emile Bodin, Alphonse Millard et Jules Rossignol, porcelainiers, Lemay et Pierre Radan, mécaniciens... A Vierzon-Villages, dont le maire, François Darmet, est qualifié de « protégé de Vaillant »²⁹, celui-ci peut compter, indistinctement, sur des propriétaires, tels que Louis Samson et Léonard Dumont, et des journaliers, à l'exemple de François Moreau ou de Louis Macaire.

Le nom d'Eugène Baudin se détache toutefois plus nettement. En 1883, le commissaire spécial de Bourges s'attarde peu, encore, sur ce militant dont il note qu'il « ne sait pas se tenir »³⁰. Le ton et la teneur de l'appréciation changent vite cependant. « Quoique sans instruction première », constate un rapport, Baudin est jugé « remarquable par son intelligence compréhensive doublée d'un caractère qui, suivant les besoins de la cause, sait tour à tour exalter ou se contenir »³¹. Né à Vierzon en 1853, ce fils

²⁰ A l'exemple d'un certain Lancelot, négociant et ami de Bazile avec lequel il siégea en 1870 au conseil de Vierzon-Ville. Lettre à Eudes du 2/10/1880. IFHS 14 AS 99 bis.

²¹ H. Laudier, art. cit.

²² Lettre à Eudes du 2/10/1880. IFHS 14 AS 99 bis.

²³ Rapport du commissaire, le 17 octobre 1880. ADC 25 M 89.

²⁴ Qu'il dispute avec succès au maire de Vierzon-Ville, Charles Hurvoy.

²⁵ Rapport du commissaire de Mehun/Yèvre, le 16/8/1881.

²⁶ ADC 20 M34. Rapport du commissaire de Mehun/Yèvre, le 18/8/1881.

²⁷ ADC 25 M 89. Rapport du 17/10/1880.

²⁸ ADC, 20 M 34. Rapport du 5/9/1881.

²⁹ ADC, 21 M19. Rapport du préfet, le 17/8/1883.

³⁰ ADC 25 M 45. Rapport du 22/4/1883.

³¹ ADC 21 M 12. Note confidentielle anonyme, vers 1886-1887.

de porcelainier³² a suivi l'itinéraire paternel quand, apprenti chez Bazile où les brochures de Pyat circulent sous le manteau, il participe aux troubles qui agitent la jeunesse ouvrière vierzonnaise en 1869. Condamné à deux mois de prison, il part à Paris, adhère à l'AIT et combat auprès des Fédérés avant de s'exiler en Angleterre via la Suisse et l'Allemagne. Outre-Manche, il trouve sans peine à s'employer dans les poteries de Lambeth et Stoke-on-Trent jusqu'à son retour dans le Cher à la faveur de l'amnistie³³.

Mais Vaillant tissent également des liens dans le reste du département. A Bourges, ses efforts portent sur le Cercle ouvrier. Un mois à peine après son retour, il s'invite à l'une de ses réunions. Ce jour-là, 400 personnes débattent avec passion de l'orientation du groupement. Le commissaire central observe que son intervention « a impressionné » l'auditoire³⁴. Satisfait de ce premier résultat, Vaillant ne lâche pas prise. Moins d'un an plus tard, il se félicitera de ce que l'adoption du drapeau rouge enregistre la victoire en son sein des socialistes révolutionnaires sur les « socialistes radicaux »³⁵. Dans ce jeu d'influence, l'ancien communal peut s'appuyer sur Georges Féline, un jeune cordonnier devenu cabaretier³⁶. Au cours de ses tournées de propagande, Vaillant rallie encore les noyaux socialistes de Bigny-Vallenay et de Mareuil.

Ciblé, cet activisme porte ses fruits. Le CRC cristallise des volontés et des aspirations latentes. Son avance ôte tout espoir aux guesdistes, dont les conférenciers de passage ne bénéficient au mieux que d'une curiosité sans lendemain³⁷. Indice des progrès de l'organisation, après la disparition de *Ni Dieu ni Maître*, les militants berrichons assurent la relève. Le premier numéro du *Républicain socialiste du Centre*, dont le titre et la domiciliation vierzonnaise confirment l'hégémonie vaillantiste, paraît le 22 juillet 1883. Rebaptisé *Le Républicain socialiste* à la suite de son transfert à Paris, au printemps 1884, il compterait 800 abonnés et 1000 acheteurs. Un nouvel hebdomadaire, *Le Réveil social du Centre*, voit cependant le jour, le 15 novembre 1884. « Républicain, démocrate et socialiste », le journal nie être « l'organe d'un groupe » ou « l'expression d'une idéologie » et ouvre de fait ses colonnes à Félix Pyat et au radical Henri Maret. En avril 1886, *Le Réveil social du Cher* lui succède sous la direction du vaillantiste Pierre Forest, avant de passer le relais, le 2 octobre, après plusieurs semaines d'interruption et pour cinq mois, à *La République sociale*, « organe socialiste et ouvrier du Centre »³⁸.

La culture du secret, legs du blanquisme, limite la collecte d'informations détaillées sur la vie du CRC, dont les indicateurs de la police offrent une vision aussi déformée que lacunaire. Un rapport de 1882 peut ainsi évaluer ses effectifs à 400 en région parisienne, à 100 à Lyon, mais ignorer le Berry...³⁹ Il faut attendre 1892 pour disposer d'une estimation convaincante, laquelle montre le poids

³² Son frère cadet, également porcelainier, deviendra directeur des productions de la Manufacture de Sèvres.

³³ En première ligne pendant le long conflit des métallurgistes de Vierzon en 1886-1887, élu député en 1889, réélu en 1893, il se rend auprès des mineurs en grève du Nord-Pas-de-Calais et de Carmaux, conseille les bûcherons du Centre et les aide à se former en syndicat. Baudin renonce à la députation en 1898 et renoue avec sa profession d'origine, mais cette fois à son compte. Installé à Saint-Briac, puis au Cap-d'Ail, il fonde la « Poterie de Monaco ». Le succès des grès de style « art nouveau » sortis de ses ateliers leur vaut d'être sélectionnés aux expositions universelles de Paris (1900) et Saint-Louis (1904).

³⁴ Rapport du commissaire central, le 12/9/1880. ADC 25 M 89.

³⁵ Lettre à Eudes, le 21 juillet 1881. IFHS 14 AS 99 bis.

³⁶ En 1883, il quittera Bourges pour Vierzon, avant de déménager dans le 20^e arrondissement de Paris à la fin de la décennie.

³⁷ A l'exemple de Fournière qui, à Bourges en mai 1881, remplace l'orateur annoncé, Jules Guesde, malade (Rapport du commissaire spécial de Bourges, le 24/5/1881. ADC 25 M 89), ou de Paule Minck, venue parler, l'année suivante, à Saint-Florent (rapport du commissaire de police de Saint-Florent, le 25/11/1882. ADC 25 M 89)

³⁸ Le prochain périodique du CRC, *L'Homme libre*, devra au concours financier de Rochefort d'être de nouveau parisien.

³⁹ Rapport du 26/5/1882. APP Ba 1514.

du Cher, siège de 16 des 29 comités de l'organisation⁴⁰. L'essor des années suivantes relativise cette avance, notamment face à la montée en puissance des comités parisiens – 43 en 1895, dont 25 dans la capitale et 18 en banlieue -, mais le fief vaillantiste participe au progrès général avec 33 comités, soit le double du précédent état et plus du tiers des 83 comités provinciaux⁴¹.

Un socialisme de mobilisation

En 1892, le CRC énonce la manière dont il conçoit l'articulation des luttes sociales et politiques. « Toute revendication (...), dès lors qu'elle se généralise et devient plus active, prend un caractère essentiellement politique »⁴². Le concept vaillantiste « d'action totale » n'est plus très loin qui, sans hiérarchie préalable, comporte l'ensemble des modes et cadres d'intervention : propagande, mandats électifs, revendications corporatives et organisation, tant syndicale que partidariaire, échelons local, national et international... Les plus marquants en ces années d'apprentissage concernent les mobilisations ouvrières et les luttes électorales.

S'agissant des premières, Vaillant sait pouvoir compter sur le concours des syndicalistes, notamment ceux de la porcelaine. En retour, la propagande régionale du CRC fait sienne les aspirations ouvrières qu'elle énumère, du salaire minimum à la réduction de la durée du travail en passant par l'instauration de la liberté syndicale⁴³. La conjoncture difficile de la décennie prend cependant les militants à contrepied. Malgré l'efficacité des collectes de soutien aux grèves déclenchées au printemps 1881 dans la porcelaine, l'échec de la plupart d'entre elles malmène les organisations. En deux ans, les effectifs des syndiqués fondent de moitié chez les céramistes. A Bourges, la surveillance exercée sur les salariés des Etablissements militaires en chasse la poignée de socialistes repérés⁴⁴. Si la crise affaiblit la combativité ouvrière, elle conduit les vaillantistes à s'adresser aux « sans travail ». A Bourges et Vierzon, ils convoquent des assemblées, avancent des revendications spécifiques - lancement de grands travaux confiés en régie aux syndicats, taxation du pain, mise à disposition de salles de réunion⁴⁵ -, pétitionnent et impulsent l'envoi de délégations auprès des pouvoirs publics, des parlementaires, du conseil général et des municipalités⁴⁶.

Praticien d'un socialisme de mobilisation, Edouard Vaillant excelle à susciter la création de structures éphémères, mais aptes à cristalliser et à canaliser le mécontentement autour d'objectifs singuliers résumés dans leur titre sur le modèle, local, du « comité de défense et de secours », formé à Bourges au lendemain du renvoi d'ouvriers de la Fonderie⁴⁷. Au niveau national, sa préférence va aux « ligues », promptes à essaimer en une multitude de comités de villages et de quartiers. Outils d'agitation politique, elles contribuent, dans le sillage de l'action initiale entreprise, en 1883-1884, par la Ligue pour l'abolition des armées permanentes, à la popularisation de thèmes chers au CRC. Au moins cinq se succèdent entre 1885 et 1895, telles celles « pour la Révision de la Constitution », « la suppression des bureaux placement », « la défense de la République », « l'action révolutionnaire pour la conquête de la République sociale » ou « la Révision par le peuple ».

En matière électorale, Vaillant partage et propage l'analyse du CRC : « c'est la révolution – non le suffrage – qui, émancipant le prolétariat, délivrant l'homme, fera l'égalité »⁴⁸. A ses yeux, l'essentiel

⁴⁰ Dont 21 en province et 8 à Paris. Rapport de Muller du 28/9/1892. APP Ba1515.

⁴¹ *Annuaire du CRC et de l'Alliance communiste*, 1896-1897, p. 11-16, cité par J. Howorth, *Edouard Vaillant. La création de l'unité socialiste en France*, Paris, EDI/Syros, 1982, p. 69.

⁴² Déclaration politique du CRC, citée par J. Howorth, *op. cit.*, p. 65.

⁴³ Circulaire de 1881 « Aux républicains socialistes de la 2^e circonscription de Bourges ». IFHS 14 AS 99bis.

⁴⁴ Rapport du commissaire de police, le 12/7/1883. Le fonctionnaire se félicite d'avoir dressé la liste de six militants ayant permis à la direction de se « débarrasser d'eux et de leur propagande ». ADC 25 M 45.

⁴⁵ *Réveil social du Centre* du 24/1/1885.

⁴⁶ Ils félicitent celle de Vierzon-Villages, qui a décidé d'emprunter 16 000 francs pour occuper les chômeurs. *Réveil social du Centre* du 15/11/1885.

⁴⁷ Rapport du commissaire spécial de Bourges, le 7/4/1883. ADC 25 M 45.

⁴⁸ *Ni Dieu ni Maître* du 26/11/1881.

réside dans la conquête du pouvoir d'Etat en vue de l'établissement d'une « dictature populaire », « impersonnelle » et « temporaire »⁴⁹. Sur ces bases, il préconise de se défier de l'illusion électoraliste qui, en l'absence de mobilisation populaire, aboutirait à perdre de vue la fonction d'institutions au service des classes dominantes. La position vaut pour tous les échelons du pouvoir, municipal compris malgré sa plus grande sensibilité aux rapports de forces que le mouvement ouvrier réussit parfois à construire au niveau local. Aussi bien Vaillant dénonce-t-il l'hypothèse d'un « socialisme municipal » ou du fédéralisme⁵⁰.

A partir de là, le CRC élabore une tactique électorale souple et complexe sous laquelle on discerne la patte vaillantiste. En toute circonstance, il s'agit de favoriser l'expression d'un vote de classe sans courir le risque d'échecs démoralisants. Concrètement, le CRC vise l'élection, symbolique à Paris où le rôle du conseil municipal est des plus limités, de « quelques révolutionnaires », mais n'écarte pas la conquête de communes rurales, en particulier dans le Cher⁵¹. La prudence s'impose, par contre, en ville au regard des difficultés que ne manquerait pas de susciter la tutelle préfectorale. Là, le Comité préconise de privilégier la défaite des républicains opportunistes et des royalistes, quitte à ménager l'élection de « sentinelles vigilantes ». A Vierzon, ce serait donc « folie » que de présenter une liste socialiste complète qui, confrontée à la « masse compacte de coalisés », risquerait, en cas d'improbable victoire, de se retrouver « à la merci » de l'administration et de « compromettre sans le servir, les intérêts du parti ».

Les élections municipales de janvier 1881 prennent les vaillantistes berrichons de court. L'échec est patent à Mehun, fief porcelainier où l'influence du maire sortant empêche les « intransigeants (...) de faire brèche »⁵². A Vierzon-Ville, ces derniers se contentent de diffuser des bulletins qui, reprenant les noms de candidats sortants, leur ajoutent ceux de trois socialistes⁵³. Avec une moyenne 24,3 % des suffrages au second tour, ces derniers restent à la porte de l'hôtel de ville. Les résultats sont moins décevants à Vierzon-Villages grâce à l'alliance scellée avec François Darnet, déjà aux commandes.

La préparation du scrutin législatif de l'été 1881, relance la prospection militante au-delà de Vierzon. Au premier tour, Vaillant – 25,1 % des voix - arrive en troisième position, derrière un royaliste et le modéré sortant. L'effort réalisé dans le canton forestier et métallurgique de Charost débouche sur un score qui frôle la majorité absolue – 49,4 %. Par comparaison, l'agglomération vierzonnaise semble en retrait, notamment Vierzon-Ville où Vaillant est distancé par le candidat opportuniste. Les incidents qui émaillent la soirée électorale trahissent l'irritation des militants. L'intervention de Vaillant aux quelque 250 sympathisants rassemblés fait monter la tension. « Nous sommes les maîtres, ici, par la force du bulletin de vote », déclare-t-il avant de menacer : « si on nous ferme les portes de la mairie, nous y rentrerons par la fenêtre et par la force des armes... »⁵⁴. La colère n'est pas moindre, la semaine suivante à l'annonce des résultats. Les 21,4 % recueillis par Vaillant traduisent l'incompréhension de son maintien par une partie de l'électorat du premier tour. Qu'à cela ne tienne, l'infatigable communal repart en campagne à la fin de l'année. Bon connaisseur de la géographie rouge du Cher, il jette son dévolu, à la faveur d'une élection partielle, sur le canton rural et ouvrier de La Guerche qui fidèle à sa réputation, le place en tête au premier tour avec plus de 38 % des voix⁵⁵. L'érosion subie au second – 32,4 % - lui barre toutefois l'accès au conseil général, mais ne freine pas la formation de nouvelles bases du CRC, gage du succès prochain de Baudin⁵⁶. En 1883,

⁴⁹ Edouard Vaillant in *Le Républicain socialiste du Centre* du 19/8/1883.

⁵⁰ « Une parole vide », écrit-il dans *Le Républicain socialiste du Centre* du 18/9/1883.

⁵¹ « Elections municipales », *Le Républicain socialiste du Centre* du 16/12/1883.

⁵² Rapport du préfet, le 31/1/1881. ADC, 23 M 160.

⁵³ Pyat, absent du Cher, Vaillant et Radan. Idem.

⁵⁴ Rapport du commissaire de police, le 23/8/1881. ADC 20 M 34.

⁵⁵ ADC 21 M 19.

⁵⁶ Dont l'élection au second tour avec 50,6 % des voix en 1886 est annulée en raison de sa condamnation pour outrages, violences, voies de faits envers des agents de la force publique lors de la grande grève de Vierzon, contemporaine du scrutin. Sa réélection en 1887 subira le même sort. ADC 21 M 21.

Vaillant retourne dans le canton de Charost où, sans retrouver le score des législatives, le résultat - 38,6 % des voix – dépassent les attentes pour ce type de consultation propice aux considérations localistes. Dans le canton de Vierzon, Vaillant déconseille une candidature de principe dont pourrait tirer profit Henri Brisson, homme-clé du dispositif opportuniste départemental. Les suffrages socialistes font bloc derrière le maire de Vierzon-Villages, Darnet, compagnon de route du CRC, qui défait le puissant président de la Chambre⁵⁷.

Rééditée aux élections municipales de 1884, la tactique de présentation d'une liste incomplète s'avère payante cette fois. Cinq socialistes entrent au conseil de Vierzon-Ville, dont Vaillant et Baudin⁵⁸, également élus à Vierzon-Villages⁵⁹. Pour Edouard Vaillant, l'alternative n'est pas circonscrite à l'agglomération berrichonne. Également élu, au second tour, à Paris, dans le quartier du Père-Lachaise (20^e arrondissement), face à un ouvrier possibiliste⁶⁰, il opte pour la capitale. Une page se tourne.

Mutation d'une tradition : le nouveau ton du rouge

Le passage réussi du relais

De Vierzon à La Guerche en passant par Charost, l'implantation du CRC dans le Cher épouse les contours des plus vieux fiefs rouges du département. Loin de récuser l'héritage, Vaillant le revendique quand il inscrit son action dans le prolongement de 1789, 1793, 1848 et 1871. Son itinéraire l'y autorise. La sympathie active de Bazile a dressé de précieuses passerelles d'autant plus propices aux ralliements que nul ne saurait prendre Vaillant en défaut de républicanisme. Dans son esprit, en effet, la République n'est pas seulement « la condition nécessaire, première, de la conquête de tous nos droits »⁶¹, le cadre institutionnel le plus favorable à l'action ouvrière. Les promesses de ses principes contiennent, en outre, celles du socialisme qui les réalisera.

Plus qu'à Paris, où chaque nuance tend à cultiver sa singularité, la configuration berrichonne offre des occasions de convergences. C'est flagrant lors des élections législatives de 1885. A peine élu à Paris, Vaillant repart ainsi en campagne dans le Cher. Le scrutin de listes départementales conduit au regroupement des divers tons et générations rouges régionales au sein d'une Alliance républicaine socialiste. Établie par les délégués de 42 comités convoqués à Bourges⁶², la liste comprend, dans l'ordre du nombre de voix recueillies, Edouard Vaillant (59), Félix Pyat (56), Gaston Cougny (54), Eugène Baudin (53), Henry Maret (48) et Alexandre Girault (41)⁶³. La présence de Pyat symbolise le passage du relais des démocrates socialistes de la Seconde République aux vaillantistes, ce que l'intéressé confirme. « Votre liste d'union, écrit-il, me rappelle celle que vos pères avaient sagement faite en 1848 »⁶⁴. Transmission non dépourvue d'ambiguïté, cependant, quand l'ancien commissaire de la République, partisan de « l'union des classes », ajoute que l'orientation de l'Alliance « est moins

⁵⁷ Avec le concours d'une fraction de l'électorat conservateur...

⁵⁸ En compagnie de Journault, un rentier, de Bossuat, coiffeur, et de Radan, constructeur-mécanicien et cabaretier, candidat malheureux en 1881 et ancien élu municipal de 1871. ADC 23M 181.

⁵⁹ Où l'on note encore l'élection, sur la liste Darnet, de Jules Rossignol et de Georges Féline. Idem.

⁶⁰ Alexandre Retiès, un ouvrier boutonier, connu pour avoir organisé, en 1881, rue Saint-Blaise, un chahut mémorable contre Gambetta.

⁶¹ *Le Républicain socialiste du Centre*, le 2/9/1883.

⁶² *Le Réveil social Centre* du 27/5/1885.

⁶³ Inéligible à la suite d'une condamnation politique, ce socialiste vierzonnais, ancien membre des groupes blanquistes parisiens de la fin des années 1860, est remplacé par Margot, républicain avancé, maire de Châteauneuf/Cher et conseiller d'arrondissement (*Le Réveil social Centre* du 27/6/1885). Gaston Cougny, jeune adhérent (28 ans) du CRC, est le fils d'un ancien conseiller général de Bourges élu en 1880 avec l'appui du Cercle ouvrier. Henry Maret, Sancerrois d'origine, mais journaliste et homme de lettres parisien, condamné pour sa participation à la Commune, élu conseiller municipal de Paris (1878 et 1881), puis député dans le 17^e arrondissement (1881), siège avec l'extrême-gauche radicale. Pendant la campagne, les partisans de l'ARS résument sa composition d'une phrase usant d'une mnémotechnie patoisante : « Le Vaillant Pyat a vu Margot dans le Maret prendre la Cougny à Baudin ».

⁶⁴ *Le Réveil social Centre* du 27/5/1885.

une question de classe (...) que de principes, de justice et de salut »⁶⁵. D'autres difficultés attendent la coalition. Outre la variété des références, les vaillantistes gèrent tant bien que mal l'ambivalence d'Henri Maret, également candidat, à Paris et dans le Cher, sur des listes radicales⁶⁶. Les foules qui se pressent aux réunions publiques de l'ARS disent l'intérêt suscité⁶⁷, mais ne garantissent pas le niveau des résultats. Avec à peine plus de 20 % des voix en moyenne, elle arrive en troisième position et enregistre une forte disparité des scores des divers colistiers, parmi lesquels Maret prend l'avantage sous l'effet de sa double affiliation. En vue du second tour, les vaillantistes se hasardent à proposer aux « brissoniens » la constitution d'une liste de concentration républicaine ouverte⁶⁸. Cette entorse à leur ligne de conduite habituelle se heurte à une humiliante fin de non-recevoir. Maître du jeu et vindicatif, Henri Brisson ne consent qu'à accueillir Maret..., position qu'aggrave la déclaration par laquelle il dit préférer « faire passer six réactionnaires que deux ou trois socialistes »⁶⁹. Pris au piège de leur changement de pied électoral, les vaillantistes se résolvent à se désister afin d'« être dégagés de toute responsabilité », mais le cœur n'y est pas chez les militants⁷⁰. Ainsi réactivée, l'hostilité des socialistes envers les complices des « massacreurs et assassins » de la Commune⁷¹, procède d'une certitude : « la fin de l'opportunisme sera le commencement de la République »⁷².

La République sociale et les nouveaux horizons vaillantistes

La stratégie de Vaillant tendue vers l'émancipation du prolétariat repose sur l'autonomisation de l'action ouvrière et socialiste. Les déboires de 1885 rappellent la difficulté de la tâche en pays rouge où les radicaux sont en droit de lui disputer l'héritage. Jean Girault, élu démocrate de 1869 au Corps législatif, député, puis sénateur du Cher, fait toujours sien, ainsi, le vivat-totem en l'honneur de la « République démocratique et sociale » qu'il appelait déjà de ses vœux en 1849. Celui-là même que l'ARS reprend à son compte et qui figure sur les affiches d'Eugène Baudin, en 1889, à la veille de son élection à la Chambre. Attentif à ces chevauchements, Vaillant marque sa différence en se réclamant, quant à lui et dès 1881, de la « République sociale », mais relève le défi d'une proximité dont il ne renonce pas à tirer le meilleur parti. A propos des « illusions radicales », il pointe l'« erreur de tant de radicaux sincères qu'il nous faut combattre pour qu'ils viennent à nous, pour qu'ils nous apportent les forces qui nous manquent encore pour la lutte efficace »⁷³.

Contre leurs adversaires, les vaillantistes étayent l'argumentaire de classe de considérations morales accordées aux ressorts de la « politique populaire »⁷⁴. Sans concession à l'égard de « la bande de tripoteurs qui pille et vole et dont le siège de gouvernement est bien plus la Bourse que le Parlement qui n'est qu'une succursale »⁷⁵, ils engagent les « vrais républicains », les « démocrates

⁶⁵ *Le Réveil social Centre* du 6/6/1885.

⁶⁶ Liste conduite par Eugène Brisson, plus à gauche que son cousin, Henri Brisson, et à laquelle Margot a refusé de participer. « Je suis avec vous, je reste avec vous, c'est vous que je choisis, et, si vous croyez le choix indispensable, c'est vous que je choisis », plaide Maret sans dissiper la suspicion (*Le Réveil social Centre* du 30/9/1885).

⁶⁷ 1 200 auditeurs à Bourges, 1 000 à Vierzon, 800 à Châteauneuf, 700 à Foëcy, des centaines à Mareuil. *Le Réveil social du Centre* des 5, 19, 23 et 30/9/1885.

⁶⁸ La proposition prévoit de retenir 3 candidats « brissoniens », 2 socialistes et 1 radical. Elle suggère toutefois que Henri Brisson et Henri Maret, « certains d'être élus à Paris », renoncent à se maintenir dans le Cher. *Le Réveil social du Centre* du 10/10/1885.

⁶⁹ *Idem*.

⁷⁰ « Non, nous ne voterons pas pour des hommes qui ont repoussé nos avances », lâche Féline, cependant que plus de 3 200 « voix diverses » sont enregistrées au soir du second tour, pour la plupart dans les fiefs socialistes, Vierzon en tête. ADC, 20 M 35, rapport du commissaire de police, le 17/10/1885.

⁷¹ Termes appliqués par Vaillant pour définir la Chambre que présidait Jules Grévy pendant la Commune de Paris. Rapport du commissaire de police de Vierzon, le 17/10/1880. ADC, 25 M 89.

⁷² *Le Républicain socialiste du Centre* du 5/8/1883.

⁷³ *Idem*, du 23/12/1883.

⁷⁴ M. Pigenet, « Modalités et enjeux des politisations ouvrières aux XIXe et XXe siècles », *Les Cahiers du CHATEFP*, n° 14, juin 2011, p. 64-71.

⁷⁵ Edouard Vaillant, *La République socialiste du Centre* du 9/12/1883.

indépendants et sincères », en bref les « intransigeants », à « former la Ligue de l'honnêteté républicaine contre la corruption opportuniste »⁷⁶. Constants dans le recours au drapeau rouge, ils l'associent aux rituels identitaires qui leur sont propres, à l'exemple des commémorations de la Commune de Paris. A compter de 1883, à Bourges et à Vierzon, des réunions ouvertes aux familles instaurent chaque 18 mars une tradition. Pour l'occasion, les discours d'hommage à l'insurrection et à ses combattants⁷⁷ s'accompagnent d'allusion à l'actualité avant de céder la place aux chants, aux toasts et banquet dans une ambiance fraternelle et pédagogique.

L'au total, le Cher offre un cadre de prédilection à la récupération socialiste de l'héritage rouge, expérience dont la réussite nourrit la « synthèse vaillantiste ». La réflexion, les orientations et les pratiques de Vaillant en la matière puisent, certes, à d'autres sources, à commencer par le blanquisme auquel Vaillant se rattache moins par filiation théorique qu'à travers les coopérations initiées à Londres, puis prolongées au sein du CRC. En dépit d'évidents décalages entre ce qui se dit, s'écrit ou fait à Paris et à Vierzon, les orientations et le programme du Comité conservent l'empreinte de l'Enfermé et de ses fidèles. De la brochure « Aux Communeux » de 1874 à la Déclaration politique de 1892, les mêmes termes reviennent pour définir, sous la plume même de Vaillant, les principes majeurs d'un mouvement « athée, communiste, révolutionnaire ». De facture berrichonne, le manifeste républicain socialiste de 1881⁷⁸ n'est pas indemne de porosités blanquistes sur des points aussi peu secondaires que l'établissement d'une « dictature » – de l'élite révolutionnaire chez Blanqui, « populaire » pour Vaillant –, la lutte anticléricale, la suppression des armées permanentes et de la dette publique, le développement de l'instruction, que le projet socialiste de 1881, plus prolixe, veut « intégrale, scientifique (...) et professionnelle assurée à tous les enfants ». Le souvenir de la Commune et ceux, personnels, de l'ancien délégué à l'Instruction, prennent ici le dessus, tout ils dictent l'intention de soumettre au suffrage universel l'exercice de « fonctions publiques, judiciaires ou administratives », d'assurer la gratuité de la justice. En 1881, la spécificité vaillantiste – et berrichonne – réside encore dans l'affirmation qu'il ne saurait « y avoir ni liberté politique ni égalité sociale tant que tous les travailleurs ne seront pas en possession de toutes les forces productives et de tous les instruments de travail ». Et, par suite, dans l'objectif, par essence socialiste, de collectivisation, dont l'agent historique est identifié au « prolétariat » auquel il revient d'en faire son « but principal ».

L'ancrage de classe éclaire également la réorientation de la stratégie révolutionnaire. Vaillant s'en explique en 1884 : « Ce qu'il faut, ce n'est plus une émeute, mais une Révolution, une Révolution victorieuse », qui ne serait « plus une victoire éphémère, mais le triomphe définitif du Peuple »⁷⁹. Celui-ci passe par sa mobilisation dans la durée, en coordination avec l'organisation politique, ses militants et ses élus. Instruit par la Commune, ce socialisme d'action esquisse les principes et les contours d'un « régime populaire » de démocratie directe⁸⁰, en phase avec les modalités populaires d'intervention inscrites dans la quotidienneté, la proximité, l'immédiateté et participant d'une éthique égalitaire du « juste » et du « faire », alternative effective à la politique instituée des classes dominantes et condition du nécessaire « démantèlement » de l'Etat à leur service⁸¹. Mais gardons de faire dire plus au Vaillant des années 1880 que ce qu'il écrivait alors, voire de ce qu'il écrira ultérieurement.

⁷⁶ Intervention d'Eugène Baudin au congrès de l'ARS, *Le Réveil social du Centre* du 27/5/1885.

⁷⁷ A Vierzon, le 18 mars 1884, la salle retenue s'orne de drapeaux rouges et d'écussons aux noms de Blanqui, Delescluze, Flourens, Varlin, Rigault, Duval, Ferré et Rossignol. *Le Républicain socialiste du Centre* du 23/3/1884.

⁷⁸ Circulaire citée. IFHS 14 AS 99bis.

⁷⁹ *Le Républicain socialiste Centre* du 16/3/1884.

⁸⁰ Circulaire citée. IFHS 14 AS 99bis.

⁸¹ Cf. R. Dupuy, *La Politique du peuple. Racines, permanences et ambiguïtés du populisme*, Paris, Albin Michel, 2002 ; M. M. Verret, *La culture ouvrière*, Paris, ACL Editions, 1988 ; M. Pigenet, « Modalités et enjeux des politisations... », art. cit.

L'étape berrichonne, une expérience décisive dans l'émergence du vaillantisme

Les quatre années de militantisme intense passées dans le Cher n'ont pas peu contribué à enrichir l'expérience politique de Vaillant. L'installation à Paris ouvre néanmoins de nouvelles perspectives d'action et de réflexion. Sur ce dernier point, Jolyon Howorth a ainsi mis en évidence le souci qu'aura le futur député de réserver à ses adversaires de la Chambre ses analyses les plus théoriques⁸². Nous n'en sommes pas là en 1884 : neuf années s'écouleront avant la conquête du siège de la circonscription Charonne-Père Lachaise...

D'autres explorations et initiatives restent à venir qui, d'accélération en décanations, concourront à infléchir sa pensée et ses pratiques. Du point de vue de l'organisation, la moindre n'est pas la rupture brutale, quoique prévisible, en 1888-1889, avec le gros de l'aile « blanquiste » du CRC passé au révisionnisme boulangiste à la suite de Granger, Roche, Boulé... Influente dans la capitale, elle semble un moment y prendre l'avantage, à la différence du Cher où, malgré quelques succès électoraux, elle ne rencontre aucun écho parmi les militants. En termes d'action totale, l'attachement vaillantiste au respect de l'autonomie syndicale se précise après le retour à Paris, contemporain de la loi Waldeck-Rousseau, au fur et à mesure que se forment les structures du type Fédération des Bourses du travail ou CGT à la construction desquelles contribuent les camarades de Vaillant⁸³. Tout demeure à prouver et à faire, enfin, du côté des réalisations concrètes et des réformes.

Immédiatement actif au Conseil municipal de Paris, Vaillant multiplie les interventions et les propositions. A défaut d'arracher l'amnistie de tous les condamnés politiques que le Conseil ne saurait décider, il obtient rapidement l'admission du public aux séances, la création d'une Commission permanente du travail. Favorable à la création de bureaux municipaux de placement, il s'enquiert des conditions de travail du personnel municipal et des tarifs payés aux salariés des entreprises qui traitent avec la Ville, du développement de l'enseignement public, des œuvres sociales, de l'hygiène et de l'assainissement des quartiers populaires, défend avec succès la relance du projet de Bourse du travail, etc.⁸⁴

Il poursuit cette activité à la Chambre après 1893, alternant débat de fond politique et propositions sociales⁸⁵. Conforté dans l'idée qu'il revient au mouvement socialiste d'alléger les souffrances humaines, il ne refuse aucune amélioration, mais récuse le réformisme qui s'en satisferait ou substituerait la réforme à la perspective révolutionnaire d'émancipation. « Nous nous arrêterons sans doute à plus d'une étape, convient-il, mais nous les atteindrons d'autant plus sûrement que nous ne nous les serons pas proposées comme buts »⁸⁶.

Désormais personnalité socialiste de premier plan à l'échelon national et international, Vaillant garde encore un œil sur sa région natale où le socialisme connaît une croissance ininterrompue jusqu'au tournant du siècle. Sans rompre les liens noués au cours du quart de siècle précédent, l'unification de 1905 change cependant la donne. Dilué dans la SFIO, le vaillantisme perd sans doute alors une partie de sa visibilité organisationnelle et de son identification territoriale, mais ceci est une autre histoire.

⁸² J. Howorth, *Edouard Vaillant...*, *op. cit.*, p. 95.

⁸³ Notons toutefois que les vaillantistes berrichons ne donnent guère l'exemple, avant les années 1890, d'une stricte séparation des organisations syndicales et politiques.

⁸⁴ Cf. M. Dommanget, *Edouard Vaillant...*, *op. cit.*, p. 79-87, 130-137.

⁸⁵ Il soutient, entre autres, la réduction de la durée du travail, l'instauration de congés payés, l'instauration d'un système de protection sociale étendu jusqu'à l'indemnisation du chômage, la création d'un ministère du Travail, l'impôt sur le revenu...

⁸⁶ *Le Républicain socialiste du Centre* du 13/12/1883.